CUPE SCFP Ontario

LE BAROMÈTRE POLITIQUE

DISTRIBUEZ CE BULLETIN À TOUS VOS MEMBRES

Février 2015

Les travailleurs des universités confrontent le gouvernement : où vont les fonds?

Un mercredi matin de janvier extrêmement froid, les membres des sections locales 229, 254 et 1302 du SCFP réchauffaient le chili et ralliaient les étudiants et le public à la question des services de haute qualité à l'Université Queen.



« Nos membres fournissent les services permettant de garder les universités ouvertes, soit le nettoyage, l'entretien, le soutien en laboratoire et en recherche, la restauration et bien plus encore », a déclaré le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn. « Ils méritent d'être mieux traités par l'administration et la province ». Les membres à l'emploi de l'Université Queen à Kingston ont fait valoir les services qu'ils dispensent alors que les départements universitaires sont coincés par l'administration et le sous-financement provincial. Les pensions, les avantages sociaux et les heures de travail sont sous attaque.

L'université a confié du travail en sous-traitance à des occasionnels à bas salaires, sans avantages sociaux. La situation n'est pas unique et la lutte pour l'équité aux tables de négociation universitaires se livre partout dans la province. Les unités 1 et 3 de la section locale 3902 du SCFP, représentant les travailleurs de l'Université de Toronto défendent un financement convenable et la sécurité d'emploi. C'est un nombre record de membres qui ont pris part à un vote de grève impressionnant.

À l'Université York, la section locale 3903 du SCFP, a aussi fait preuve de fermeté à la table des négociations, mobilisant ses membres et la communauté étudiante par le biais de sa campagne A Better York is Possible. Consultez la page du secteur universitaire à cupe.on.ca pour visionner certaines des vidéos étonnantes mettant en vedette des membres à l'œuvre sur le campus.

Le personnel enseignant et de soutien des universités à l'échelle de la province travaillent dur pour montrer aux étudiants, aux administrations et à leurs communautés l'importance de leur travail et comment il affecte la qualité de l'éducation. Le sous-financement provincial est à la racine du problème. Il a entraîné des diminutions des services, la précarisation accrue du travail sur le campus et une hausse des frais de scolarité. Ce sous-financement est aggravé par une absence d'exigences en matière de transparence en ce qui concerne les administrations universitaires. Ripostant, le Comité de coordination des travailleurs des universités du SCFP-Ontario a lancé la campagne « Où vont les fonds publics » (OVFP). En tournée provinciale, cette présentation publique sensibilise les communautés universitaires sur l'absence de transparence. Dans le cadre de visites du campus, les gens peuvent se rendre à l'évidence… les fonds ne sont pas consacrés aux opérations, aux universitaires et à l'entretien général. Pour en savoir plus, consultez cupe.on.ca/wtf.





INSIDE THE PULSE

La Cour suprême confirme le droit de grève page 2
Le temps d'un moratoire sur les projets de privatisation est venu page 2
Résister au SAMS page 3
Une victoire pour les services aux personnes handicapées page 4
À la défense des droits des femmes page 5
Les préposés aux soins de longue durée de North Bay affirment que le temps pour soigner est venu page 6
Protéger les ambulanciers page 7
Une autre première pour la secrétaire-trésorière du SCFP- Ontario page 7
De mauvais calculs mathématiques ne devraient pas aboutir à des fermetures d'école page 8

La Cour suprême confirme le droit de grève



Dans une décision historique, la Cour suprême du Canada a statué que le droit de grève est protégé par la Charte canadienne des droits et libertés. La décision fait suite à un procès intenté par les syndicats de la Saskatchewan qui ont contesté une loi provinciale de 2008 qui limitait le droit de grève des travailleurs du secteur public.

« Cette décision confirme ce que nous avons toujours cru, à savoir le droit de grève est un droit fondamental stipulé à la Charte et vital à la survie d'un système de négociation collective équitable », a déclaré le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn. « Lorsque les libéraux ont déposé le Projet de loi 115 visant à dépouiller les travailleurs des conseils scolaires de leur droit de grève, nous leur avons signifié que c'était inconstitutionnel. Nous avons déposé une contestation judiciaire. Cette décision envoie un message clair… le retrait des droits fondamentaux des travailleurs ne se légifère pas. Lorsque les syndicats contestent ces lois, ils peuvent gagner ».

Dans une décision de 5 contre 2, la Cour suprême a jugé que la « Loi de la Saskatchewan sur les services essentiels des services publics » de 2008 imposait des limites injustes aux travailleurs du secteur public désireux de déclencher une grève dans cette province, ce qui constitue une violation du droit des travailleurs à la liberté d'association tel que stipulé à la Charte. Il s'agit là d'une victoire importante et de grande envergure pour les travailleurs canadiens.La décision suit de près un autre jugement de la Cour suprême quelques semaines plus tôt qui réaffirmait le droit des travailleurs de se syndiquer. Avec ces décisions, la Cour a une fois de plus reconnu que les droits collectifs des travailleurs sont des droits fondamentaux que le gouvernement doit respecter.

Le temps d'un moratoire sur les projets de privatisation est venu

Un rapport déposé par la vérificatrice générale en décembre faisait ressortir le fait qu'au moins huit milliards de dollars supplémentaires ont été alloués à des projets de privatisation au cours de la dernière décennie, d'où la nécessité évidente d'imposer immédiatement un moratoire sur les partenariats publics privés et d'autres projets de privatisation en Ontario.

« Le rapport est on ne peut plus clair : la privatisation est loin de nous faire économiser. En fait, elle a nous a coûté des milliards qui auraient dû être investis dans des garderies, pour éviter les fermetures d'hôpitaux et d'écoles et pour traiter des énormes pénuries de logements abordables », a déclaré le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn. « On ne cesse de nous rabâcher qu'il n'y a pas d'argent pour les services, qu'il n'y a pas d'argent pour réduire la pauvreté, qu'il faut couper dans tout pour réduire le déficit. Il se trouve que nous aurions pu traiter de la pauvreté, améliorer les services publics et réduire la dette si les libéraux n'avaient pas perdu les pédales en matière de PPP et n'avaient pas réduit les taux d'imposition des sociétés ».

Selon le rapport de la vérificatrice générale, les hypothèses mises de l'avant par le gouvernement pour former des arguments pour la sous-traitance ne sont pas fondées sur des données empiriques. Son rapport fait suite à des comptes-rendus similaires déposés par les vérificateurs généraux de la Colombie-Britannique et du Québec qui comprenaient aussi des mises en accusation acerbes du modèle de partenariat public privé.

Résister au SAMS



En dépit d'incessantes requêtes du SCFP-Ontario pour arrêter la mise en œuvre d'un nouveau logiciel développé au privé et qui, les travailleurs le savaient, perturbe le programme « Ontario au travail », le gouvernement a introduit son système de gestion de l'aide sociale (SAMS) en novembre.

On pouvait s'y attendre… le système d'un quart de milliard de dollars a fait chou blanc, privant des milliers de familles de revenus tandis que d'autres recevaient des trop-payés qui ont ensuite été récupérés, tout juste avant les fêtes.

Dans ce contexte de misères pour le client et de stress en milieu de travail, les membres du SCFP-Ontario ont contesté publiquement la qualification de « pépins » que le gouvernement attribue aux échecs de SAMS et ont attiré l'attention du public sur d'innombrables failles dans un système qui ne satisfait toujours pas aux besoins des bénéficiaires de l'aide sociale et des travailleurs.

À la fin novembre, plus de 1 000 membres du SCFP ont répondu à notre questionnaire électronique sur SAMS, peignant un tableau effrayant d'un service chaotique. Les résultats ont fait l'objet de nombreux reportages dans les médias et de discussions avec le gouvernement.

En décembre, des centaines de membres à

l'emploi d'Ontario au travail ont participé à une

assemblée publique téléphonique et ont promis de soutenir une campagne de cartes postales à l'intention du ministre des Services sociaux et communautaires. Les sections locales ont exercé des pressions sur les députés provinciaux à propos de la crise qui sévit à Ontario au travail, ainsi que sur leurs gouvernements municipaux qui sont tenus d'assumer les coûts additionnels des heures supplémentaires.

Cette persistance a porté fruit. Des dirigeants du SCFP-Ontario ont rencontré à deux reprises le ministre et le personnel du MSSC, à la fin décembre. Dix membres du SCFP ont été conviés à une réunion organisée par le ministère à laquelle assistait l'équipe chargée d'administrer le projet SAMS. Le ministère a commandé un examen indépendant du système.

Rien de tout cela n'aurait été possible sans l'action concertée des membres du SCFP, soucieux de la haute qualité des services qu'ils fournissent. Mais, les problèmes causés par SAMS aux bénéficiaires et aux employés d'Ontario au travail n'ont pas disparu. Les membres du SCFP-Ontario ne cesseront de se battre que lorsque le chaos provoqué par SAMS sera chose du passé.

Nous invitons les sections locales à maintenir la pression politique, à rencontrer leurs députés provinciaux, à envoyer des députations pour assister aux comités municipaux et à convier les députés provinciaux à visiter les bureaux d'Ontario au travail.

Pour en savoir plus sur cette importante campagne, consultez cupe.on.ca/SAMS.

Une victoire pour les services aux personnes handicapées

Dans le cadre d'un accord historique conclu par le mouvement syndical, le gouvernement et les centres d'intégration communautaire, 180 millions $ seront consacrés à la stabilisation des soins de première ligne et à une hausse des salaires des préposés aux services aux personnes handicapées.

« Il s'agit bel et bien d'argent pour les travailleurs de première ligne, et non pas pour les gestionnaires », a déclaré le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn. « Nous le devons aux efforts de plaidoyer de nos membres, un plaidoyer politique sur le terrain qui nous a mérité un siège à la table et qui fait en sorte que les services aux personnes handicapées ne seront plus oubliés ».

Le financement est un volet d'une enveloppe globale contenue au budget du printemps dernier. Le SCFP a discuté pendant des mois avec le gouvernement, les agences et les autres syndicats pour déterminer la meilleure façon d'utiliser les 180 millions $ destinés à améliorer la continuité des soins et des services pour les personnes ayant une déficience intellectuelle. Traiter des bas salaires dans le secteur contribuera à aborder les préoccupations concernant la pénurie de personnel, le roulement de personnel élevé et la difficulté à attirer et à retenir du personnel qualifié.

Les préposés aux services aux personnes handicapées, dont la grande majorité sont des femmes, sont souvent peu rémunérés et occupent fréquemment des postes à temps partiel et précaires.

« Les préposés aux services aux personnes handicapées soutiennent certains des individus les plus vulnérables de notre société. Mais, en Ontario, cet important travail est trop souvent sous-évalué et sous-payé », a déclaré Jim Beattie, président du Comité de coordination des services aux personnes handicapées du SCFP-Ontario. « Correctement réparti, ces fonds sont susceptibles de transformer la vie des préposés aux services aux personnes handicapées et, conséquemment, la vie des gens qu'ils servent ».Le SCFP-Ontario plaide depuis longtemps en faveur d'un plus grand financement pour les services aux personnes handicapées, y compris à l'approche du budget provincial l'année dernière.





Les membres nouvellement élus du Comité de coordination des services aux personnes handicapées, lors de la Conférence sur le leadership des services aux personnes handicapées qui se tenait au Sheraton Parkway North Hotel, à Richmond Hill, en janvier 2015

La mobilisation à base citoyenne a suscité l'attention médiatique et la volonté politique d'établir un comité parlementaire chargé d'étudier les services aux personnes handicapées et, en bout de ligne, d'affecter des fonds pour réagir à la crise à long terme qui sévit dans le secteur. Il faut faire encore plus et les efforts de plaidoyer politiques en ce sens se poursuivent.

À la défense des droits des femmes



Le 8 mars, des milliers de femmes, des alliés et des membres de la communauté à l'échelle de la province célébreront la Journée internationale de la femme et honoreront la lutte que mènent les femmes pour l'égalité et la justice.

Cette année, la clôture de la Conférence des femmes du SCFP-Ontario, qui aura lieu au Sheraton Centre, du 4 au 7 mars, coïncide avec les événements de la Journée internationale de la femme à Toronto, y compris un rassemblement, commençant à 11 h 00 à OISE (252, rue Bloor Ouest), une marche à 13 h 00 et une foire à l'Université Ryerson à 14 h 00.

Le thème de cette année est « Nos corps. Nos territoires. Nos communautés ». Les consœurs du SCFP-Ontario se rendront ensemble aux événements.

« En prélude à l'élection fédérale de cette année, la Journée internationale de la femme est une occasion de lancer un dialogue national sur les questions affectant la vie des femmes », a déclaré la secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario, Candace Rennick. « De bons emplois bien rémunérés,

la sécurité à la retraite et des services de garde d'enfant de qualité, accessibles, publics et sans but lucratif sont d'une importance capitale pour les femmes. Nous devons élire un gouvernement qui s'engagera de façon significative envers l'amélioration de la vie des femmes au travail et dans les communautés ».

Grâce à la syndicalisation, à la négociation et au plaidoyer politique, le SCFP a une fière histoire lorsqu'il s'agit de réaliser des gains économiques pour les Ontariennes, tels que l'équité salariale, des avantages sociaux et des régimes de retraite. Il s'agit notamment des récentes victoires des travailleurs à l'emploi de SPRINT Senior Care (section locale 4308) et de COSTI Immigration Services (section locale 2221), où les membres, principalement des femmes qui n'avaient jamais eu accès à une pension en milieu de travail, se sont serrés les coudes lors d'une négociation difficile leur garantissant un régime de retraite.

Nous invitons les membres du SCFP-Ontario qui s'identifient comme femmes à s'inscrire à la Conférence des femmes de 2015. Elle mettra en vedette des conférenciers inspirants et une formation pratique visant à accroître notre capacité de prendre des mesures favorisant le droit des femmes à l'égalité.

Pour vous inscrire à la Conférence et pour participer aux événements organisés dans le cadre de la Journée internationale des femmes dans toute la province, consultez cupe.on.ca.

La hotline des soins à domicile expose la vulnérabilité du patient

Partout en Ontario, des milliers de patients bénéficiaires des soins à domicile sont pris dans un bourbier de diminution des services et de longues listes d'attente. En décembre, le SCFP-Ontario a mis en place une nouvelle hotline des soins à domicile. Les patients et leurs familles peuvent y partager leurs histoires et publiciser cette crise en ébullition dans le secteur des soins de santé.

« C'est évident. Même si le gouvernement provincial affirme que les patients qui ne sont pas soignés dans les hôpitaux sont en mesure de se prévaloir d'un soutien à domicile, la réalité est toute autre », a déclaré le premier vice-président du SCFP-Ontario, Michael Hurley. « La province sous-finance tous les aspects des soins de santé, y compris les soins à domicile et communautaires. Nous voulons que les patients nous expliquent comment cela les a affecté ».

Attirer davantage l'attention sur les compressions dans les soins de santé peut inciter le gouvernement à agir. Par exemple, à la suite de coupures dans les soins à domicile dans la région de Windsor, le public s'est soulevé. La province a donc annoncé la somme de 4,1 millions $ pour restaurer le soutien aux patients dont les heures de soins à domicile avaient été réduites.

Les hotlines des soins de santé sont actuellement en service à Cornwall, London et Grey/Bruce.

Les préposés aux soins de longue durée de North Bay affirment que le temps pour soigner est venu



Lors d'une info-piquetage enneigée à North Bay, les membres du SCFP-Ontario se sont rassemblés pour exiger une norme minimale de soins de quatre heures par résident par jour.

« Une norme de soins obligatoires se fait attendre depuis trop longtemps », a déclaré le quatrième vice-président du SCFP-Ontario, Henri Giroux, lors du rassemblement qui avait lieu aux portes de Cassellholme, son lieu de travail. « Depuis 1992, la complexité des besoins des résidents des établissements de soins de longue durée a augmenté de manière significative. En 2003, les libéraux promettaient de légiférer une norme de soins quotidiens. Nous voici en 2015, faisant face à une augmentation des incidents de violence, l'incontinence, des chutes, une surcharge de travail et le retrait des soins pratiques à l'échelle de la province.

Lors du rassemblement, les membres avaient pour objectif de recueillir 77 000 signatures sur une pétition exigeant de la province qu'elle légifère une norme minimale de soins pratiques. Cela représente une signature pour chaque résident d'un établissement de soins de longue durée en Ontario.

Pour en savoir plus sur la campagne, consultez http://cupe.on.ca/s384/temps-pour-soigner.

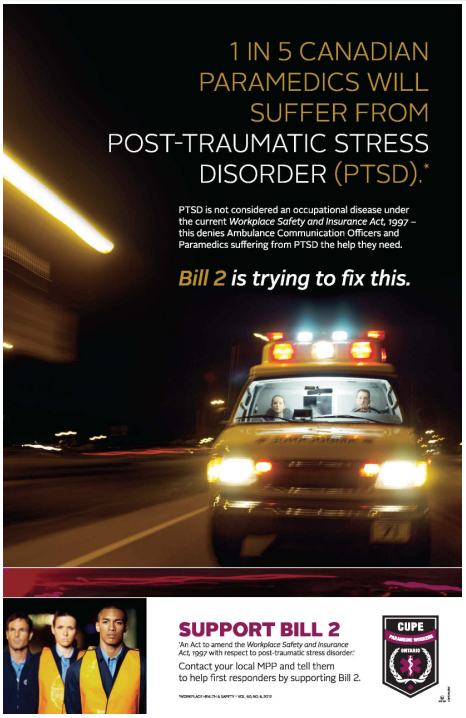


Protéger les ambulanciers

En février, le SCFP-Ontario a fait parvenir aux députés provinciaux une affiche les invitant à manifester leur solidarité avec les ambulanciers et autres premiers intervenants en veillant à faire adopter le Projet de loi 2 qui vise à modifier la Loi sur la CSPAAT pour y inclure le syndrome de stress post-traumatique (SSPT) qui affecte des milliers de premiers intervenants partout dans la province.

Conçue par le Comité des ambulanciers du SCFP-Ontario, l'affiche est une composante d'une campagne prenant de l'ampleur à la défense des droits des travailleurs médicaux d'urgence. Elle comprend aussi une pétition soutenant le Projet de loi 2 et un événement à Queen's Park dans le cadre de la Journée des ambulanciers, le mardi 5 mai.

Pour en savoir plus, consultez cupe.on.ca/CACO.



Une autre première pour la secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario



Quand elle est devenue secrétaire-trésorière du SCFP-Ontario en 2010, la consœur Candace Rennick écrivait une page de l'histoire, étant la plus jeune personne et la première femme à être élue à ce poste. Elle vient tout juste de poser quelques autres jalons dans les annales de notre syndicat, devenant la première dirigeante du SCFP-Ontario et la première membre du Conseil exécutif national du SCFP à donner naissance à un bébé en cours de mandat.

Le 5 février, Candace a accueilli Jackson Francis Michael, pesant 7lbs 2oz et mesurant 21,5 pouces.

« Je suis absolument ravie de me lancer dans cette nouvelle aventure. Je ne pourrai jamais assez remercier le Conseil exécutif du SCFP-Ontario et les membres pour leur soutien écrasant, incroyable et généreux », a déclaré la consœur Rennick. « Avoir un enfant renforce certainement ma détermination lorsqu'il s'agit de lutter pour tout ce qui est important, non seulement pour les membres du SCFP, mais pour la génération qui viendra après nous ».

« C'est une étape historique pour le SCFP, non seulement en Ontario, mais partout au pays. Il est quand même remarquable qu'il ait fallu tout ce temps ! Et, si vous me demandez mon avis, il était plus que temps », a déclaré le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn. « Candace est une dirigeante inspirante et révolutionnaire. Je sais que les membres partout en Ontario ont hâte de rencontrer Jackson et de l'accueillir dans la famille du SCFP-Ontario ».

La consœur Rennick prendra un bref congé de maternité tout en continuant d'avoir les finances du SCFP-Ontario à l'œil. Elle participera au Congrès du SCFP-Ontario pour faire rapport à l'effectif. À la demande de Candace, le Conseil exécutif est à mettre à exécution un plan qui équilibre du temps pour sa nouvelle famille et son désir évident d'assumer sa responsabilité politique envers notre syndicat.

De mauvais calculs mathématiques ne devraient pas aboutir à des fermetures d'école

La menace très médiatisée de fermer plus d'une centaine d'écoles à Toronto a suscité l'indignation des travailleurs des conseils scolaires, des parents et des résidents de toute la ville. Mais, la fermeture des écoles ne se limite pas à Toronto. Le gouvernement provincial exerce des pressions sur les conseils scolaires de la province pour qu'ils réduisent les coûts en fermant les écoles. Les collectivités de l'Ontario réagissent.

Un rapport du Centre canadien de politiques alternatives (CCPA) révèle que le gouvernement provincial fausse les chiffres pour justifier les fermetures d'écoles, en ayant recours à une série d'estimés exagérés et à des failles dans les formules de financement, certaines datant du gouvernement de Mike Harris.

« On ne devrait jamais recourir à de mauvais calculs mathématiques pour justifier les fermetures d'école », a déclaré le président du SCFP-Ontario, Fred Hahn. « Ce rapport montre que le gouvernement se sert de données profondément viciées dans sa hâte de fermer les écoles, indépendamment de ce que nos communautés ont besoin ou de ce qui fait du sens pour nos enfants ».Toutes sortes de groupes utilisent les écoles. Plusieurs y intègrent des centres communautaires, la piscine publique locale, des garderies, l'éducation permanente et la formation linguistique. Le ministère considère tout cela comme un « espace vide ».

« Les écoles sont le cœur de nos communautés », a déclaré la présidente du CCCSO, Terri Preston. « Les fermetures ont des répercussions sur tous les élèves, en particulier dans les zones rurales où les enfants doivent inévitablement passer beaucoup plus de temps dans les autobus quand leur école est fermée ».

Que pouvez-vous faire? Écrivez à votre conseiller scolaire et à votre député provincial. Expliquez-leur que de fermer les écoles est une mauvaise idée. Assistez à une réunion du conseil scolaire. Discutez avec les parents de votre communauté.

Join us online!

facebook.com/CUPEOntario

twitter.com/CUPEOntario

youtube.com/CUPEOntario

Upcoming Events

OUWCC Conference
Feb. 19 to 22, 2015 - University of Ottawa

Spring School 2015
Feb. 24 to Mar. 1, 2015 - Toronto Sheraton Centre

Women's Conference
Mar. 4 to 7, 2015 - Toronto Sheraton Centre

SSWCC Conference 2015
Mar. 26 to 28, 2015 - Delta Meadowvale

Library Conference
Apr. 7 to 8, 2015 - Delta Ottawa

OMECC Conference
Apr. 8 to 11, 2015 - Delta Ottawa

CUPE Ontario Convention
Wednesday, May 27th through Saturday, May 30th

Obtenez les dernières nouvelles sur ce qui vous touche tous les jours à:
www.cupe.on.ca